



# ANALYSE DU COMITÉ 21

PUBLICATION

Septembre 2023

**À MI-CHEMIN DE L'AGENDA  
2030, RÉALISME OU SURSAUT ?  
FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU  
2023, SOMMETS DES ODD ET DU CLIMAT  
À LA 78E SESSION DE L'ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE DE L'ONU**

1er réseau d'acteurs

du développement durable

[www.comite21.org](http://www.comite21.org)



Si la pandémie mondiale de COVID 19 a semblé surmontée en 2023, la plupart des pays levant l'intégralité de leurs restrictions, la situation de « poly-crisis » que connaît le monde est loin de s'être améliorée. Crise énergétique, crise alimentaire, crise climatique, instabilité géopolitique et impacts sociaux inhérents à la situation, ont marqué l'année. Le High-Level Political Forum on Sustainable Development <http://hlpf.un.org/a> montré combien, confrontés à ce contexte, les 17 Objectifs de Développement Durable stagnent voire régressent, mettant à mal la trajectoire établie pour l'Agenda 2030, et les différents Sommets internationaux ne donnent pas les résultats escomptés, la crise climatique s'accélère, et les alliances entre les différents pays se recomposent, au détriment de l'Occident. Dans la note du Comité 21,<sup>1</sup> rédigée lors de l'Assemblée générale de 2022, nous nous interrogeons : « grogne, frustration ou bascule ? ». La réponse est aujourd'hui flagrante : le monde bascule, et dans l'inconnu. La question est donc de savoir si cette Assemblée générale de l'ONU sous la présidence de Dennis Francis, Représentant permanent de la Trinité-et-Tobago auprès des Nations Unies, élu le 1er juin 2023, a donné l'élan que souhaite son secrétaire général Antonio Guterres, très alarmiste sur la situation, qui dès février déclarait « même au plus fort de la Guerre froide nous n'avons jamais été aussi proches de l'heure la plus sombre de l'humanité ».

## **1. Un état des lieux planétaire « en ébullition » pour reprendre l'expression du Secrétaire général des Nations Unies**

### **A. Crises énergétique et alimentaire, augmentation de la dette...de multiples freins aux ODD**

*La crise énergétique : un bouleversement majeur à l'échelle mondiale et nationale*

Afin d'enrayer l'offensive russe contre l'Ukraine, l'Union Européenne (UE) a imposé des sanctions sévères et sans précédent. Ces sanctions comportaient des pénalités individuelles, économiques et de restrictions supplémentaires dans l'obtention de visas. En réponse à ces restrictions, la Russie a décidé de couper l'exportation du gaz vers l'Union Européenne. Ainsi, dans le but de trouver des sources de gaz alternatives, l'Europe s'est tournée vers les États-Unis, l'Australie et le Qatar afin de négocier des approvisionnements. Ces négociations ont par la suite entraîné une hausse des prix de ce produit et un détournement de l'approvisionnement de gaz destiné aux pays asiatiques. L'augmentation des prix du gaz a également eu une incidence directe sur la hausse des prix de l'électricité<sup>2</sup>. Dans ce contexte de crise énergétique, le nucléaire semble connaître, en France surtout, un renouveau, malgré des problématiques d'infrastructures et l'arrêt de réacteurs nucléaires. En quatre mois, l'acceptation par les citoyens français de la production d'énergie nucléaire est par exemple passée de 6 % à 75 %<sup>3</sup> fin 2022.

*Une insécurité alimentaire accentuée face à la hausse des prix des denrées alimentaires*

D'après le rapport de 2023 sur le financement du développement durable<sup>4</sup>, 345 millions de personnes font aujourd'hui face à une pénurie alimentaire accentuée. Ce chiffre a fait plus que doubler par rapport aux données d'avant la pandémie (135 millions en 2019). Cette situation est non seulement la conséquence des dégâts qu'elle a provoqués qui a percuté le monde en 2020, mais elle s'est intensifiée à la suite du conflit opposant l'Ukraine à la Russie. En effet, cette guerre a eu des effets significatifs sur

<sup>1</sup> <http://www.comite21.org/docs/publications-du-comite-21/2022/note-ag-onu--sept-2022.pdf>

<sup>2</sup> <https://www.iea.org/topics/global-energy-crisis?language=fr>

<sup>3</sup> <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/le-telephone-sonne/le-telephone-sonne-du-lundi-16-janvier-2023-2048296>

<sup>4</sup> <https://desapublications.un.org/publications/financing-sustainable-development-report-2023>

l'inflation et a eu pour conséquence une augmentation de 50 % des prix des denrées alimentaires par rapport à l'année 2019<sup>5</sup> au niveau mondial.

La crise du COVID 19 a également généré une insécurité alimentaire pour des milliers de personnes dans le monde. Elle a eu un effet majeur sur les chaînes d'approvisionnement alimentaire à cause des confinements et de la fermeture des frontières. Dès la première année de cette crise, les prix des aliments avaient déjà commencé à augmenter, faisant peser un risque d'insécurité alimentaire et menaçant de faire basculer dans l'extrême pauvreté de nombreuses personnes. Le choc économique a aussi été significatif, impactant les flux monétaires et commerciaux<sup>6</sup>. Le Sommet du G7 de Hiroshima a d'ailleurs publié en mai le « Plan d'action de Hiroshima pour une sécurité alimentaire mondiale résiliente.

### *Un ralentissement de l'industrialisation et une augmentation de la dette externe des pays les moins avancés*

La croissance économique des pays les moins avancés n'a pas évolué comme prévu. En effet, l'industrialisation est l'un des enjeux fortement impactés par les crises, notamment dans les pays les moins avancés du continent africain<sup>7</sup>. Malgré les projections d'une reprise de la croissance économique, les conditions ne sont pas suffisantes pour réduire les problèmes de pauvreté et encourager le développement à moyen et long terme<sup>8</sup>. Le redressement économique consécutif à la pandémie a été inachevé et inégal, surtout en ce qui concerne les emplois du secteur de la production. Tandis que, dans certains pays, les ménages ont bénéficié de politiques de support, la production dans les pays les moins avancés a stagné à cause notamment d'un manque de mesures de soutien, et d'une demande globale amoindrie et volatile<sup>9</sup>.

La dette extérieure publique représente une autre barrière pour le développement économique des pays les plus pauvres. Selon le rapport sur la dette internationale de la Banque mondiale<sup>10</sup>, le surendettement des pays en développement s'est intensifié à des rythmes alarmants depuis les années 2000. D'après les chiffres du rapport, depuis la fin de l'année 2021, les montants destinés pour solder la dette équivalent à plus de 10 % des recettes issues de l'exportation et du RNB des pays en voie de développement<sup>11</sup>. Cette situation est notamment liée aux diverses crises traversées ces dernières années (COVID 19, inflation, énergie...), qui ont frappé durement les pays les moins avancés, freinant la capacité de ces Etats à investir dans les secteurs publics et la protection sociale<sup>12</sup>, par exemple, ce qui entrave l'avancée de l'Agenda 2030 et la réalisation des 17 ODD.

## **B. Une stagnation évidente voire une régression de certains Objectifs de Développement Durable**

12 % des 169 cibles des Objectifs de Développement Durable sont en bon état d'avancement, 50 % d'entre elles sont faibles et insuffisantes, et 30% en sont au point mort voire sur une régression.....c'est

<sup>5</sup> <https://news.un.org/fr/story/2023/04/1134192>

<sup>6</sup> <https://unsdg.un.org/sites/default/files/2020-06/SG-Policy-Brief-on-COVID-Impact-on-Food-Security.pdf>

<sup>7</sup> <https://news.un.org/fr/story/2023/04/1134192>

<sup>8</sup> <https://www.banquemondiale.org/fr/region/afr/overview>

<sup>9</sup> [https://desapublications.un.org/sites/default/files/publications/2023-04/FSDR\\_2023\\_ChptII.pdf](https://desapublications.un.org/sites/default/files/publications/2023-04/FSDR_2023_ChptII.pdf)

<sup>10</sup> La banque Mondiale - <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2022/12/06/debt-service-payments-put-biggest-squeeze-on-poor-countries-since-2000>

<sup>11</sup> <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2022/12/06/debt-service-payments-put-biggest-squeeze-on-poor-countries-since-2000>

<sup>12</sup> <https://news.un.org/fr/story/2023/04/1134152>

le difficile constat réalisé par le Rapport sur l'état d'avancement des Objectifs de Développement Durable, dans un contexte marqué par les stigmates de crises multiples (sanitaire, climatique, géopolitique...). L'année 2023 constitue un moment charnière pour les Objectifs de Développement Durable (ODD), à mi-chemin de leur réalisation, tandis que l'espoir d'un redressement de la trajectoire apparaît encore possible. Moment charnière également compte tenu du Sommet sur les ODD qui a lieu dans le cadre de l'Assemblée Générale des Nations Unies, qui interroge nécessairement l'état d'avancement du plan d'action international. Pour autant, l'Union Européenne et la France ont présenté, lors du Forum 2023, leur revue volontaire, témoignage de leur engagement renouvelé en faveur de l'Agenda 2030. Le Forum Politique de Haut Niveau s'est donc tenu dans un contexte mitigé, partagé entre réalisme face à la faible perspective de tenir nos engagements et à l'éventualité de les remettre en question, et optimisme face aux dynamiques engagées par certains acteurs, notamment de la société civile et des territoires.

### **C. 2023, la bascule climatique ?**

Même si les dernières années avaient connu des records de chaleur, charriant incendies, canicules, sécheresses, et aussi inondations et phénomènes extrêmes, 2023 est l'année de la bascule climatique. Pour trois raisons principales : l'ensemble des continents a été touché, des extrêmes en matière de températures ont été atteints, le réchauffement des océans et la fonte de la Banquise s'accroissent, ceci avant que le monde ne soit vraiment touché par le phénomène El Nino, dont le cycle a commencé selon l'OMM en juillet dernier ?

#### ***L'ensemble des continents a été touché (et l'année n'est pas finie, on craint des chaleurs extrêmes en Australie)***

C'est sans doute ce qui est le plus frappant : après avoir commencé, malgré l'hiver, en Amérique du Sud et aux États-Unis, les températures ont battu des records dans tous les continents : en Afrique, en Asie, en Europe, dans les Amériques et dans les continents arctiques et antarctique ; des îles, territoires particulièrement fragiles, ont été dévastées. La presse s'est fait largement l'écho de ces catastrophes et nous n'en donnerons que quelques exemples significatifs :

Dès le mois d'avril, le plus sec jamais enregistré en Espagne, le pays a été frappé par la sécheresse alors que l'agriculture a des besoins énormes en eau. Comme la péninsule ibérique est menacée à 74 % par un risque de désertification, les conséquences économiques et politiques (lutte entre les territoires) sont considérables. D'importantes coupures d'eau ont dû être opérées la nuit en Andalousie.

De l'autre côté de l'Atlantique, le Chili a été la proie d'incendies colossaux, qui ont brûlé une superficie au moins équivalente à celle du Luxembourg).

Une étude, réalisée par vingt-deux climatologues internationaux de l'initiative « World Weather Attribution » (WWA), a constaté que « le changement climatique avait rendu les vagues de chaleur humide au moins 30 fois plus probables, avec des températures d'au moins 2°C plus élevées qu'elles ne l'auraient été sans changement climatique », en Inde, au Bangladesh et dans la région (le 18 avril, certaines régions de l'Inde ont connu des températures supérieures à 44°C ; le 15 avril, la Thaïlande a enregistré dans la ville de Tak son record historique de chaleur à 45,4°C).

Ensuite, durant l'été, les incendies se sont succédés, comme au Canada, où l'équivalent de deux fois les émissions annuelles de CO<sub>2</sub> de ce pays ont été dégagées, en Méditerranée, où les îles ont été durement touchées, comme Rhodes, Corfou, Eubée, Tenerife, la Sicile ; la Grèce a été également ravagée jusqu'aux environs d'Athènes, l'Algérie également.

Par ailleurs, les Etats-Unis ont été particulièrement impactés par le changement climatique. En 2023, ils ont connu 23 catastrophes climatiques ou météorologiques, pour un coût total d'un milliard de dollars. Au point que deux poids lourds de l'assurance habitation en Californie annoncent la suspension des nouveaux contrats en raison de l'explosion des coûts. De son côté, l'île d'Hawaï a elle aussi été victime d'incendies dévastateurs.

(Ceci fait écho au rapport intitulé *Spreading like Wildfire : The Rising Threat of Extraordinary Landscapes Fires*, co-produit par le programme des nations unies pour l'environnement et paru en 2022. Celui-ci projetait une augmentation des incendies extrêmes pouvant atteindre 14% à l'horizon 2030, 30% d'ici à 2050 et 50% à la fin du siècle. L'année 2023 vient tristement corroborer ces hypothèses).

### ***Des températures extrêmes ont été atteintes***

Selon Copernicus (*Programme d'observation de la Terre créé par l'union européenne*), "la saison juin-juillet-août 2023 a été de loin la plus chaude jamais enregistrée dans le monde, avec une température moyenne mondiale de 16,77°C". En juillet, mois le plus chaud jamais mesuré, la température moyenne globale a même atteint 16,9 degrés : c'est 1,5 degré au-dessus du niveau préindustriel, la limite fixée par les Accords de Paris.

On a relevé des températures autour de 50 degrés en Inde, dans l'Arizona et en Californie *Cette hausse globale des températures se traduit localement par des chaleurs extrêmes, supérieures à 50°C, observées par exemple en Inde, dans L'Arizona et en Californie.*

L'hiver australien a été le plus chaud jamais enregistré, avec une température moyenne de 16,75 °C de juin à août. L'Amérique latine a également connu des vagues de chaleur hivernales. Le thermomètre a dépassé 30 °C à Sao Paulo (Brésil), 25 °C à Santiago du Chili et 30 °C à Buenos Aires.

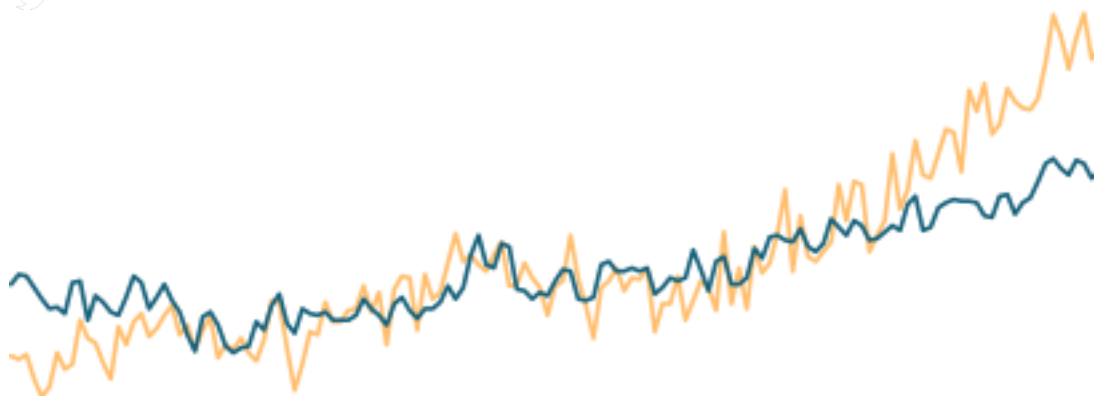
Ces chaleurs extrêmes sont aussi visibles l'hiver. Ainsi, l'hiver australien a été le plus chaud jamais enregistré, avec une température moyenne de 16,75°C de juin à août. L'Amérique Latine a également connu des vagues de chaleur hivernales, avec des pointes à 30°C à Sao Paulo, 25°C à Santiago de Chile et 30°C à Buenos Aires.

L'Europe a connu également plusieurs canicules (dont la France), alors que, déjà, elle a subi en 2022 une année plus chaude de 2,3 degrés que le climat de la fin du XIXe siècle, confirmant la surchauffe du continent à un rythme deux fois plus rapide que la moyenne mondiale (sources OMM et Copernicus) si bien que l'augmentation des températures pourrait atteindre ou dépasser 4 °C d'ici à la fin du siècle.

Enfin, les écarts de températures donnent lieu à des inondations massives, citons la Chine, la Corée du Sud, la RDC, l'Italie, le Pérou, la Grèce, évidemment la Lybie, avec près de 25 000 morts ou disparus.

### ***Des températures très élevées ont été observées dans l'Océan***

Les températures moyennes mondiales à la surface de la mer ont continué d'augmenter après une longue période de températures inhabituellement élevées depuis avril 2023, elles ont atteint des niveaux records en juillet (sources Copernicus). Pour l'ensemble du mois, "les températures moyennes mondiales à la surface de la mer étaient supérieures de 0,51 degré à la moyenne établie entre 1991 et 2020". Les scientifiques soulignent que si le phénomène El Nino qui a commencé en juin – juillet explique une partie du phénomène, l'intensité et surtout la simultanéité des vagues de chaleur marine reste encore inexpliquée.



*Température moyenne à la surface des océans*

Il faut évidemment ajouter à ce tableau l'amplification polaire qui provoque un réchauffement de l'Arctique trois fois plus fort que le reste du monde et, pour l'Antarctique, deux fois. Le recul des glaces est une des inquiétudes les plus importantes de l'avenir.

#### **D. Une économie de guerre ?**

La notion d'économie de guerre a été popularisée par Pierre Charbonnier, avec le constat suivant : « On ne fait plus seulement la guerre pour les ressources, dans l'espoir de conquérir un lebensraum territorial ou géologique, on fait la guerre par l'intermédiaire des politiques énergétiques. L'énergie n'est plus seulement un ressort de la puissance en tant qu'elle alimente les armées et l'effort productif, elle l'est aussi en tant que facteur de risque dont il s'agit de se défaire. »<sup>13</sup>

L'expression a été popularisée, et on constate de plus en plus qu'au-delà de la guerre énergétique, les phénomènes climatiques et leurs impacts ont des conséquences économiques très importantes, si bien qu'on parle de plus en plus de la nécessité d'une telle économie pour faire face aux conséquences du réchauffement.

Ainsi les chercheurs Louis Delannoy (Inria), Antoine Godin et Sakir Devrim Yilmaz (AFD), Baptiste Andrieu (Université Grenoble Alpes - UGA), Hervé Jeanmart et Pierre Jacques (Université catholique de Louvain – UCLouvain), ont mis en lumière récemment<sup>14</sup> « la restructuration profonde de l'économie qu'implique une transition vers un système énergétique décarboné », en soulignant qu'une telle « transition est fortement inflationniste et fait réémerger au premier plan la question de la répartition de la richesse entre capital et travail. Elle requiert l'adoption de nouvelles formes de gouvernance écologique, à la fois pour gérer cette conflictualité sociale et pour assurer une bonne allocation du capital productif vers les secteurs clés de la transition. »

Ils ont étudié un modèle (Temple) qui modélise une économie mondiale qui, tout en continuant à croître, réaliserait une transition énergétique à marche forcée jusqu'à 2050 (ce qui serait nécessaire au vu des évolutions climatiques), ce qui entraîne les conclusions suivantes :

<sup>13</sup> <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/03/18/la-naissance-de-lecologie-de-guerre/>

<sup>14</sup> <https://theconversation.com/une-economie-de-guerre-sera-t-elle-necessaire-pour-respecter-laccord-de-paris-sur-le-climat-204226>

- ° La transition énergétique implique une multiplication par 10 des besoins en capitaux du secteur énergétique.
- ° La demande en investissements dans le secteur énergétique est telle que l'appareil productif ne peut pas répondre à la fois à cette nouvelle demande et à la demande en biens de consommation des ménages.
- ° Le taux d'investissement de l'économie mondiale (c'est-à-dire la fraction du PIB non dédiée à la consommation des ménages et du gouvernement) devrait augmenter de 26 % aujourd'hui à plus de 40 % au pic de la transition. Une telle situation n'a plus été observée dans un pays occidental depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale aux États-Unis.
- ° Le dynamisme économique provoqué par la transition ne vient pas seulement saturer le capital productif, il cause aussi d'importantes tensions sur le marché du travail.
- ° La démultiplication des coûts en capitaux des entreprises énergétiques, le déséquilibre persistant entre demande en capital et biens de consommation d'une part, et production industrielle de l'autre, ainsi que l'augmentation des salaires, rendent la transition énergétique fortement inflationniste (avec des taux) comparables à ce qu'ont connu les pays de l'Union européenne dans les mois qui ont suivi l'invasion russe de l'Ukraine.

Ils en concluent que la transition énergétique et écologique doit restructurer l'économie en profondeur, afin de faire face aux tensions qui apparaissent déjà, exacerbées en plus par les bouleversements géopolitiques dans le monde, et les recompositions des alliances.

Ajoutons que, comme dans les guerres, le nombre de victimes va s'amplifiant, les infrastructures sont détruites par les catastrophes et les dispositifs de secours ne sont pas à la hauteur des événements. Ce fut le cas en Grèce, dans la plupart des pays d'Afrique et dans l'ensemble des Etats insulaires. Face à ces changements climatiques, les instances multilatérales doivent donc répondre, et favoriser la mise en place d'une économie de guerre et des dispositifs de protection inédits.

## **2. Multilatéralisme onusien ou multi alignement pragmatique ?**

### **A. Les rendez-vous de 2023 autour de la durabilité**

Devant ce chaos déjà présent à venir, des efforts indéniables sont faits, des réussites enregistrées, et des progrès constatés.

L'étape la plus importante a sans doute été le sommet initié par Emmanuel Macron et la Première ministre de la Barbade, Mia Mottley, fin juin, avec le dessein d'accroître la solidarité financière avec le Sud dont on a perçu la perte de confiance lors de la COP 27 en Egypte. Pour enrayer cette défiance, treize chefs d'Etat et de gouvernement dont le Président Emmanuel Macron, les Présidents des États-Unis, du Brésil, d'Afrique du sud, du Sénégal, du Kenya, des Émirats arabes unis, le Chancelier d'Allemagne, les Premiers ministres du Japon, du Royaume-Uni, de la Barbade accompagnés des Présidents du Conseil européen et de la Commission européenne se sont engagés dans une tribune publiée avant le Sommet « à avancer sur des mesures concrètes » en promettant que « les objectifs collectifs de financement de l'action climatique doivent être atteints en 2023 », soit les 100 milliards attendus depuis une décennie.



Il s'agit d'une réunion des dirigeants du Nord et du Sud, pour réduire la fracture entre Occident et Sud Global, qui s'organise... Le sommet a ainsi réuni à Paris un grand nombre de chefs d'État et de gouvernement. Au-delà de la plupart des signataires de la tribune, se sont notamment présentés au rendez-vous le Premier ministre de Chine, la Secrétaire d'État au Trésor des États-Unis, le Prince héritier d'Arabie saoudite, la ministre indienne des Finances, ou encore le Secrétaire général de l'ONU, le Président de la Banque mondiale, la Directrice générale du FMI, le Président en exercice de l'Union africaine, la Directrice générale de l'OMC, le Secrétaire général de l'OCDE ainsi qu'un grand nombre d'autres chefs d'État ou de responsables d'organisations internationales, d'institutions financières et d'ONG.

L'enjeu était de montrer que les pays riches ne délaissaient pas l'aide au développement malgré l'appui à l'Ukraine, et la lutte contre le réchauffement, ce qui a été illustré par une phrase de la Déclaration finale : *"Aucun pays ne devrait avoir à choisir entre la lutte contre la pauvreté et la préservation de la planète. Les pays doivent s'approprier les stratégies en matière de transition, tout en conjuguant leurs efforts pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris"*. La nécessité de revoir l'architecture internationale des financements a été aussi réaffirmée.

Les principales annonces, outre celle (maintes fois répétée) des 100 milliards annuels ont porté sur :

- Les 100 milliards de dollars de réallocation de DTS (*Special Drawing Rights*) des pays riches vers des pays les plus vulnérables sont atteints ;
- L'augmentation de 200 milliards de dollars de la capacité de prêt des banques multilatérales de développement, dont la Banque mondiale ;
- Une meilleure coordination des banques multilatérales et nationales de développement dans le réseau *Finance in common*.

Des réductions de dettes ont été obtenues (rééchelonnement de 6,3 milliards de dollars de la dette de la Zambie) et un nouveau "partenariat pour une transition énergétique juste" a été acté entre le Sénégal et les pays du G7, permettant à ce pays de parvenir d'ici 2030 à une part de 40 % de renouvelable dans son mix énergétique, grâce à des financements publics et privés de 2,5 milliards de dollars.

Une mesure très importante a été actée, soit le principe de clauses de suspension de la dette en cas de catastrophes naturelles d'origine climatique. Cette mesure peut évidemment avoir une portée considérable, étant donné le nombre de pays atteints (voir supra).

Le Sommet a un peu déçu car n'a été qu'esquissée, et a été décidé un groupe de travail, co-présidé par les représentants de la France et des États-Unis, réunissant les représentants des ministères des finances des principaux pays qui avaient préparé le sommet sur la réforme, et les pourparlers continueront pendant les réunions d'automne de la Banque mondiale et du FMI à Marrakech du 9 au 15 octobre. De leur côté, les ONGs ont été déçues en particulier de ne pas avoir vu acté le principe d'une taxe sur les transactions financières similaire à la TTF française ou au stamp duty britannique qui permettrait, selon des économistes, de lever entre 156 et 260 Md€ par an.

La déclaration finale s'intitule « L'Agenda de Paris pour les peuples et la planète », et donne un rendez-vous à Paris en 2025 pour faire le point sur les engagements pris au cours de ce sommet des 22 et 23 juin 2023, avant la COP 30.

L'année 2023 restera aussi sur cette grande réussite : après deux décennies de pourparlers qui ont débuté en 2004, les 193 États membres de l'Organisation des Nations unies (ONU) ont adopté, le 19



juin 2023, l'accord sur le Traité international de protection de la haute mer, destiné à "assurer la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine dans les eaux internationales". L'accord porte sur 60% de la surface des océans et près de la moitié de la surface du globe, qui disposent maintenant de leur première protection juridique, en traitant de :

- la protection du milieu marin au-delà des frontières ;
- la lutte contre la pollution chimique et les déchets plastiques en haute mer ;
- la gestion plus durable des stocks de poissons ;
- le problème de la hausse des températures des océans et de l'acidification des eaux marines.

Un autre progrès mérite d'être souligné, qui a été acté aussi à Paris à l'Unesco, aussi acté à Paris en juin dernier) : mandat a été donné au président du comité international de négociations, le péruvien Gustavo Meza-Cuadra Velásquez, de préparer une première ébauche du traité en amont de la prochaine réunion, en novembre 2023.

Certes les négociations ont été difficiles, et la Chine, l'Arabie saoudite et le Brésil ont émis des réserves sur les travaux présentés mais le G7 avait été clair sur la volonté des pays membres, en affirmant vouloir réduire à zéro toute pollution plastique d'ici à 2040 et le G20 de septembre a repris les mêmes conclusions, en affirmant soutenir la création d'un comité intergouvernemental de négociation chargé d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant sur la pollution plastique, notamment dans le milieu marin, et repris l'échéance de 2024.

Néanmoins, et malgré l'urgence (n'oublions pas que le 6e rapport du GIEC a été publié en mars 2023 !), les signes de l'été ont été assez négatifs ; auparavant, en avril, les ministres du climat, de l'environnement et de l'énergie du G7 avaient certes évoqué dans leur communiqué final du 16 avril 2023 "l'urgence accrue de réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre d'environ 43 % d'ici à 2030 et de 60 % d'ici à 2035" par rapport à 2019. Mais n'avaient qu'appelé à "accélérer l'élimination progressive des énergies fossiles" sans fixer de date de sortie du charbon. Le G7 de Tokyo, en mai, s'il réaffirme l'importance des ODD, et la volonté de rattrapage des pays les plus riches du monde dans la deuxième période, l'objectif des 1,5 degrés, et la visée d'une économie décarbonée, ne précise pas non plus les étapes de la trajectoire.

Le G20, début septembre, a échoué à appeler à une sortie des énergies fossiles (alors qu'il représente 80% des émissions mondiales de gaz à effet de serre) et a voulu « compenser » cette absence d'annonce forte avec l'engagement de tripler les énergies renouvelables d'ici 2030. La déclaration finale se contente d'appeler à "accélérer les efforts vers la réduction de la production d'électricité à partir de charbon", ce qui exclut le gaz et le pétrole, et de réaffirmer l'engagement à "réduire et rationaliser, à moyen terme, les subventions pour des usages inefficaces des énergies fossiles", comme à d'autres sommets auparavant.

La déclaration insiste sur la nécessité « d'augmenter considérablement », les investissements « climat » notamment par le biais d'un financement plus ambitieux de la part des banques et institutions multilatérales, revendication cruciale et constante des pays en développement.

Notons que plus de 300 millionnaires, des économistes et des politiques, ont publié un appel à la taxation des plus riches, ce qui répond à la volonté des ONGs, et aussi constitue le signe d'une prise de conscience des risques grandissants pour l'économie mondiale du fait de l'accroissement des inégalités et du réchauffement climatique.

Dans les signaux inquiétants, il faut évidemment citer l'extrême lenteur des conférences préparatoires de la COP 28, et le double malaise que procure sa présidence (pays pétrolier, et présidence exercée

par le Sultan al-Jaber, ministre de l'Énergie des Émirats arabes unis et aussi patron du géant pétrolier ADNOC...).

## **B. Une doctrine par continent pour les Affaires du monde ?**

Mais, de loin, la plus grande inquiétude vient de ce qu'on appelle tantôt la fragmentation du monde, alors qu'il devrait se concentrer sur la gestion des biens communs, tantôt l'effritement du multilatéralisme. En ce sens, l'été 2023 aura été un tournant, avec particulièrement le Sommet des Brics.

Rappelons que les Brics ont été fondés sous l'impulsion du Brésil en 2003 après l'attaque par les États-Unis de l'Irak ; ils traduisaient la volonté d'avoir une parole libre par rapport à la tutelle occidentale et particulièrement celle du G7 : il s'agissait de l'initiateur de la coalition, le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud.

Lors du sommet du 22 août de Johannesburg près de 20 pays ont demandé à rejoindre cette coalition et 77 pays ont été invités. Ces pays ont tous pointé l'insuffisance de financement de la transition énergétique, le problème commercial qu'ils rencontrent avec la politique européenne de lutte contre la déforestation, et aussi bien sûr leur opposition ou leur indifférence à la guerre en Ukraine. ; 6 pays ont d'abord rejoint : l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Iran, l'Égypte, l'Éthiopie et l'Argentine soit, en tout, 46% de la population de la planète et un peu plus du tiers du PIB ont rejoint la coalition. (A l'issue de ce sommet, six nouveaux pays ont été acceptés dans ce groupe géopolitique : l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis, l'Iran, L'Egypte, l'Ethiopie et l'Argentine. A présent, ce groupe représente environ 46% de la population de la planète et un tiers de son PIB).

On peut interpréter cet élargissement comme une victoire du dirigeant chinois que le président indien n'est pas arrivé à infléchir lors du G20 qui se passait pourtant dans son pays. L'Inde, pays hôte, a certes profité de sa présidence pour se positionner comme la voix du "Sud global" et presser les pays riches à respecter leurs engagements existants, en particulier celui de porter l'aide climatique annuelle à 100 milliards de dollars et d'aller plus loin pour aider les nations vulnérables à s'adapter et à se protéger des futurs désastres climatiques, mais Modi, contrairement à la Chine, ne souhaitait pas initialement cet élargissement

Cependant, l'avenir de cette coalition reste incertain car la Chine et l'Inde vont s'en disputer le leadership et les comportements diplomatiques en son sein relèveront davantage d'actions « à la carte » que d'une stratégie homogène du bloc.

L'affirmation, lors sommet africain sur le climat, début septembre, de la nécessité de réduire les inégalités mondiales et de jeter les bases d'une nouvelle fiscalité internationale montre bien que les BRICS comptent non pas seulement influencer la réforme des institutions internationales, mais la modeler selon leurs souhaits. Et comme le Brésil présidera le G20 en 2024 et accueillera la COP 30 en Amazonie en 2025, les BRICS disposeront d'une grande latitude pour imposer leur propre agenda politique, sur la sortie des énergies fossiles ou sur la déforestation par exemple.

Il est d'ailleurs à noter que parmi les pays invités 17 auraient demandé leur adhésion ce qui évidemment conforterait les Brics comme un groupe revendiquant une géopolitique antioccidentale.

Nous partageons totalement l'analyse de l'ambassadeur Duclos qui déclarait « La volonté de s'affranchir de la domination occidentale sur les institutions internationales, notamment économiques et financières, est le vrai ciment des BRICS, sur fond d'un ressentiment profond à l'égard des anciennes

puissances coloniales ou "*impérialistes*" (États-Unis). L'attractivité des BRICS pour les "*puissances moyennes*" du Sud doit donc être perçue comme un signal important pour les Occidentaux. Les critères qui ont conduit à l'admission de nouveaux membres restent obscurs. On observera cependant que les BRICS élargis constituent une "*force de frappe*" en matière énergétique, en réunissant les principaux producteurs d'énergies fossiles et une part importante des pays consommateurs (probablement aussi une force de frappe en termes de commerce des matières premières). Les "*BRICS +*" abriteront ainsi une sorte de cartel implicite, le même qui avait déjà conduit à une réduction des ambitions lors de la COP 27 sur le climat au Caire en décembre dernier. L'adjonction des Émirats arabes unis et de l'Arabie saoudite peut en faire aussi une puissance financière - si toutefois ces deux pays se prêtent au jeu. »

Lors du Sommet de Cuba, juste avant l'Assemblée générale, le secrétaire général a d'ailleurs tenté de réactiver l'ancien Groupe des 77, beaucoup plus large que les Brics, et comptant des pays qui ne veulent pas couper avec l'Occident, en leur disant « Défendez un système ancré dans l'égalité ; défendez un système prêt à renverser l'injustice et la négligence des siècles ; et défendez un système qui profite à toute l'humanité et pas seulement aux privilégiés », votre groupe, depuis longtemps le champion du multilatéralisme, doit se mobiliser, et utiliser son pouvoir et qu'il se batte ».

Nul doute que la faiblesse des atteintes des cibles de l'Agenda 2030 donne aux pays pauvres des raisons de défiance (15 % des cibles seraient atteintes s'il n'y avait pas de sursaut), c'est pourquoi leur étude détaillée donne des clés pour comprendre la « bascule actuelle du monde ».

### 3. Le révélateur : les ODD : du Forum Politique de Haut Niveau au Sommet des ODD

A mi-parcours, la trajectoire de réalisation des 17 ODD apparaît donc compromise. En effet, l'atteinte des cibles des différents objectifs, au niveau mondial, semble soit peu progresser soit s'éloigner, ce que tend à confirmer l'analyse des ODD qui ont fait l'objet d'une analyse particulière au FPHN 2023 (à savoir l'ODD 6, l'ODD 7, l'ODD 9, l'ODD 11 et l'ODD 17).

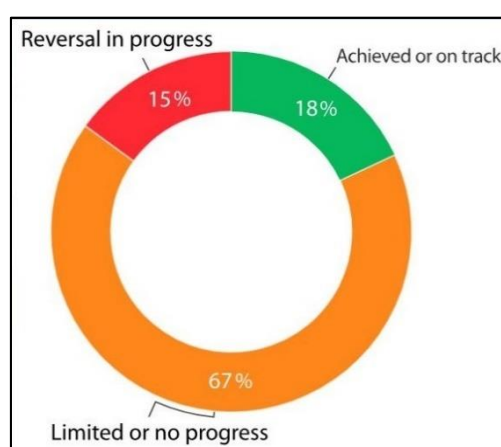
#### A. Un état des lieux global de la progression de l'Agenda 2030

Le rythme des progrès obtenus, depuis 2015, montre qu'aucun des objectifs n'est en voie d'être atteint au niveau mondial d'ici à 2030. Ainsi, la figure ci-dessous montre le tableau de bord mondial des ODD à mi-parcours des objectifs de 2030. Parmi les ODD qui sont en régression se trouvent ceux relatifs à la lutte contre la faim (ODD 2), à la santé (ODD 3), ainsi que ceux liés à la protection de la vie terrestre et marine (ODD 14 et 15), la durabilité des villes et communautés (ODD 11), ou encore les institutions et la paix (ODD 16). Même si, de façon globale, des progrès ont été réalisés en termes d'accès à des ressources et infrastructures primordiales, notamment sous le prisme de l'ODD 6 (eau propre et assainissement), l'ODD 7 (énergie propre et d'un coût abordable), et l'ODD 9 (industrie, innovation et infrastructure), cela varie de façon significative en fonction des pays et le taux de progression moyen mondial reste trop lent pour atteindre les objectifs à l'horizon 2030.



*Tableau de bord mondial des ODD à mi-parcours de l'Agenda 2030<sup>15</sup>*

Il est estimé que, en moyenne, seulement 18 % des cibles des ODD sont en voie d'être achevées au niveau global à l'horizon 2030 (cf schéma ci-dessous). Celles-ci sont notamment liées à des enjeux de santé tels que la mortalité néonatale, la mortalité des enfants de moins de 5 ans, ou encore l'accès à des infrastructures et des services de base tels que l'utilisation des téléphones portables, d'internet, et de la part des adultes ayant un compte bancaire. Les 5 pays qui semblent avoir atteint le plus de cibles, ou être en bonne voie pour les atteindre, sont le Danemark, la Tchécoslovaquie, l'Estonie, la Lettonie et la Slovaquie. Au contraire, le Liban, le Yémen, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Venezuela et le Myanmar, sont les pays qui semblent avoir régressé dans la réalisation de certaines cibles.<sup>16</sup>



*Le statut des cibles de chaque ODD à mi-parcours de l'Agenda 2030<sup>17</sup>*

The 5 countries with the largest number of targets achieved or on track	The 5 countries with the largest number of targets showing reversal in progress
Denmark	Myanmar
Czechia	Venezuela, RB
Estonia	Papua New Guinea
Latvia	Yemen, Rep.
Slovak Republic	Lebanon

*Les cinq pays du monde ayant le plus de cibles des ODD atteintes ou en bonne voie, et ceux dont le plus grand pourcentage de cibles montrent une régression.<sup>18</sup>*

## Un état des lieux de la réalisation des ODD examinés lors du FPHN 2023

<sup>15</sup> Sustainable Development Report 2023 - <https://dashboards.sdindex.org/chapters>

<sup>16</sup> Sustainable development report 2023: <https://dashboards.sdindex.org/chapters/part-2-the-sdg-index-and-dashboards>

<sup>17</sup> Sustainable Development Report 2023 - <https://dashboards.sdindex.org/chapters>

<sup>18</sup> Sustainable Development Report 2023 - <https://dashboards.sdindex.org/chapters>

### ODD 6 « eau propre et assainissement »

Au niveau mondial, un quart de la population n'a pas accès à l'eau potable et presque la moitié de l'humanité n'a pas accès à des systèmes d'assainissement fiables, les femmes et les enfants étant les populations les plus touchées<sup>19</sup>. Ces chiffres risquent fortement d'augmenter dans les décennies à venir si ne sont pas établies de solides politiques de gestion des eaux, et des coopérations internationales pour leur utilisation. Par ailleurs, un tiers des zones humides de la planète ont disparu au cours des 5 dernières décennies<sup>20</sup>. Les rivières, les cours d'eau et les lacs sont les écosystèmes les plus détériorés au monde. Les populations de poissons qui y résident, et qui sont indispensables à l'équilibre de l'écosystème marin et pour la sécurité alimentaire, ont nettement diminué.

Les impacts du changement climatique et la raréfaction de la ressource en eau génèrent des tensions entre les acteurs, et entre les Etats, qui privilégiaient jusqu'alors la coopération plutôt que l'affrontement. Cette ressource devenant de plus en plus convoitée, car indispensable à la survie humaine, une diplomatie particulière doit s'établir, fondée sur la science<sup>21</sup> et des mesures préventives, comme l'amélioration de la gestion de l'environnement et de l'eau, se mettre en place. Les accords environnementaux, notamment dans le domaine de l'eau, doivent faire davantage appel à des experts de l'eau et à la science, afin d'obtenir des données scientifiques valides, "La science comme une partie intrinsèque du pacte" souligne Makane Moïse Mbengue, Directeur du Département de droit international public et d'organisation internationale de l'Université de Genève.

La coopération internationale apparaît comme le ciment nécessaire à l'élaboration de politiques pertinentes à l'échelle mondiale, permettant l'accès à l'eau de tous en passant d'un modèle de gestion de crise à un modèle accès sur la résilience.

### ODD 7 « énergie propre et d'un coût abordable »

Abandonner rapidement les énergies fossiles en faveur de l'utilisation d'énergies renouvelables doit être un enjeu central pour atténuer les effets du dérèglement climatique. L'utilisation des énergies fossiles est en effet la cause principale du réchauffement climatique. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), 89 % des émissions mondiales de CO2 provenaient des combustibles fossiles et de l'industrie en 2018. L'utilisation des énergies fossiles doit être réduite de moitié d'ici à 2030 pour limiter l'augmentation de la température moyenne à 1,5 degrés C° au-dessus des niveaux préindustriels. Mais cette trajectoire semble être compromise. Avec les politiques en place actuellement, la perspective à horizon 2100 se situe plutôt autour de 2,8 degrés C° de réchauffement climatique. Dans ce contexte, les migrations climatiques s'intensifieront, une part importante de notre planète sera inhabitable, les conditions ne seront plus réunies pour assurer un rendement efficace de la production agricole, l'eau douce se raréfiera etc., et les premières victimes seront les pays en développement.

En 2022, c'est 36,8 milliards de tonnes de CO2 qui ont été émises, selon le rapport de l'AIE (Agence Internationale de l'Energie), avec une hausse de 0,9 % comparée à l'année précédente<sup>22</sup>. Ce chiffre aurait pu être nettement supérieur, de 550 millions de tonnes supplémentaires, sans un investissement net dans des infrastructures d'énergies bas carbone. Grâce au déploiement des énergies renouvelable en Europe, les émissions ont ainsi diminué de 2,5 %. Il faut poursuivre ces efforts et investir, financer la transition énergétique à la hauteur des enjeux. M. Guterres, Secrétaire Général

<sup>19</sup> <https://www.un.org/fr/desa/pour-%C3%A9viter-une-crise-de-l%E2%80%99eau-l%E2%80%99onu-plaide-en-faveur-de-partenariats>

<sup>20</sup>

[https://static1.squarespace.com/static/5b256c78e17ba335ea89fe1f/t/61b8a9cf4aff4042ad0b1604/1639492056702/Ramsar+GWO\\_Special+Edition+2021%E2%80%93FRENCH\\_WEB.pdf](https://static1.squarespace.com/static/5b256c78e17ba335ea89fe1f/t/61b8a9cf4aff4042ad0b1604/1639492056702/Ramsar+GWO_Special+Edition+2021%E2%80%93FRENCH_WEB.pdf)

<sup>21</sup> <https://news.un.org/fr/story/2023/02/1132202>

<sup>22</sup> <https://news.un.org/fr/story/2023/03/1132867>

des Nations Unies, a indiqué qu'il faut tripler les investissements publics et privés pour atteindre au moins 4 000 milliards de dollars par an<sup>23</sup>. Il faut accompagner et aider financièrement les pays en développement dans cette transition. En effet, selon les estimations de l'IRENA (Agence Internationale pour les Energies Renouvelables), les flux financiers publics internationaux pour le déploiement des énergies renouvelables ont diminué. De plus, le financement se limite à un faible nombre de pays.

Nous devons miser sur la sobriété énergétique et investir dans des solutions propres et renouvelables pour accélérer la transition et construire le monde de demain, dans tous les pays. Cet ODD prend d'autant plus sens depuis la crise énergétique amplifiée par la guerre en Ukraine, contexte évoqué en première partie.

### ODD 9 « industrie, innovation et infrastructure »

Les progrès technologiques permettent de valoriser et d'optimiser les ressources et l'énergie. L'industrialisation a été un vecteur de progrès, qui a conduit à la création d'emplois et à la réduction de la pauvreté. Pour autant, l'industrie est aujourd'hui responsable des émissions de gaz à effet de serre à hauteur de 18 %<sup>24</sup>. Les processus industriels doivent évoluer à travers des politiques industrielles durables, et intégrer la décarbonation de l'industrie pour la rendre résiliente. Des opportunités de développement existent à travers ces transformations, notamment dans le secteur de l'agroalimentaire, de l'énergie verte et de l'industrie, à travers l'ouverture de nouveaux marchés. Les progrès technologiques offrent de nombreuses opportunités en matière de transition écologique et énergétique.

Dans un contexte de crise énergétique accentuée par la guerre en Ukraine, les investissements pour la transition énergétique mondiale sont en cours. 1 100 milliards de dollars ont ainsi été alloués pour la transition énergétique, dépassant les investissements dans les systèmes à combustible fossile. Une première, même si ces investissements se situent presque tous en Chine et dans les pays développés, et peu dans les pays en développement. Pourtant « *Sans les moyens d'investir dans le développement durable et de transformer leurs systèmes énergétiques et alimentaires, les pays en développement prennent encore plus de retard* »<sup>25</sup> a déclaré le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres. Les pays en développement n'ont pas les ressources nécessaires pour investir dans la transition, la crise COVID ayant exercé des pressions budgétaires conséquentes.

Les solutions doivent donc se trouver de manière transversale et équitable sur la base de coopérations mondiales solides, en ne laissant aucun pays à la marge, afin de respecter l'engagement commun pris envers le programme de développement durable à l'horizon 2030.

### ODD 11 « villes et communautés durables »

Les territoires sont des acteurs de proximité qui ont des compétences et des marges de manœuvre importantes pour mettre en application l'Agenda 2030, au plus près des enjeux locaux. Les villes abritent la moitié de la population mondiale, chiffre qui tend nettement à s'amplifier (plus de 2

<sup>23</sup>

<https://news.un.org/fr/story/2023/01/1131352#:~:text=Seules%20les%20%C3%A9nergies%20renouvelables%20peuvent%20garantir%20notre%20avenir%2C%20comblent%20le,plus%20de%2060%25%20d'ici>

<sup>24</sup> <https://www.notre-environnement.gouv.fr/themes/climat/les-emissions-de-gaz-a-effet-de-serre-et-l-empreinte-carbone-ressources/article/les-emissions-de-gaz-a-effet-de-serre-du-secteur-de-l-industrie-manufacturiere#:~:text=La%20contribution%20de%20l'industrie,de%20l'inventaire%20national>

<sup>25</sup> <https://www.un.org/fr/desa/d%C3%A9veloppement-durable-l%E2%80%99onu-plaide-pour-une-nouvelle-%C3%A8re-industrielle-et-num%C3%A9rique-verte#:~:text=Nouvelles%20politiques%20industrielles%20durables&text=De%20nombreuses%20opportunit%C3%A9s%20de%20croissance,industrialisation%20et%20une%20croissance%20durables>



milliards de personnes supplémentaires d'ici à 2050<sup>26</sup>). Par extension, elles produisent près de 70 %<sup>27</sup> des émissions de gaz à effet de serre dans le monde. Les villes doivent donc adopter une logique structurelle de sobriété et de résilience, notamment pour être en capacité de concevoir et d'anticiper certains scénarios : adapter les villes à une chaleur extrême, penser une alimentation et agriculture résiliente, anticiper les enjeux autour de la gouvernance de l'eau, repenser les mobilités... L'adaptation de nos territoires passe en premier lieu par une refonte de notre système de pensée, et de notre rapport à l'espace territorial, en ramenant la nature en son centre.

Des initiatives locales émergent, des projets transversaux se mettent en place. Par exemple, à Copenhague, un écoquartier respectant les 17 Objectifs de Développement Durable<sup>28</sup> verra le jour courant 2024 – une première dans le monde. Parmi ses critères, on retrouve l'ODD 3 « bonne santé et bien-être », ou encore l'ODD 5 « réaliser l'égalité entre les sexes » mis application en respectant une bonne mixité entre les résidents en termes d'âge, de sexe, de catégorie socioprofessionnelle. Les matériaux de construction seront durables et « upcyclés » (récupération et valorisation de matériaux destinés à la poubelle), les toits végétalisés, pour respecter l'objectif d'un écoquartier neutre en carbone et respecter l'ODD 12 « établir des modes de consommation et de production durable » et l'ODD 15 consistant à préserver et restaurer les écosystèmes terrestres.

La France a par ailleurs accueilli une conférence internationale sur le financement durable des villes, le 21 juin dernier, à l'occasion de laquelle une Commission sur le financement durable des villes sous les auspices des Nations Unies, et en partenariat avec le UN Sustainable Development Solutions Network (SDSN), a été créée. Le constat est clair : les villes et les régions ne disposent pas de moyens suffisants pour lutter efficacement contre le réchauffement climatique. L'adaptation des territoires aux effets du dérèglement climatique est primordiale, et les villes doivent s'employer à concevoir des stratégies climatiques selon leurs caractéristiques et spécificités. Mener à bien la transition écologique et énergétique a un coût, qui sera de plus en plus élevé. La mise en œuvre et le financement de ces projets sont à l'heure actuelle insuffisants face à l'ampleur des enjeux. Cette commission a pour objectif de répondre à l'urgence, de financer la transition en renforçant l'accès aux financements à long terme pour le développement durable dans les villes et le monde.

L'Agenda 2030 et ses 17 ODD semblent fortement mis à mal en raison d'un enchaînement de crises climatique, alimentaire, économique, financière, géopolitique...soulignant le besoin majeur d'une phase d'accélération pour la réalisation des engagements internationaux.

## **B. Le Forum Politique de Haut Niveau 2023 et le Sommet des ODD : deux moments forts pour une même ambition ?**

Face à ce contexte d'enlisement des crises, et de remise en cause possible de l'Agenda 2030 en raison des faibles perspectives de réalisation des objectifs, l'année 2023 revêt un caractère stratégique majeur, incarné par le FPHN mais également par le Sommet des ODD réuni dans le cadre de l'assemblée générale des Nations Unies.

<sup>26</sup>

<https://www.banquemonddiale.org/fr/topic/urbandevelopment/overview#:~:text=Aujourd'hui%2C%2056%20%25%20de,monde%20vivent%20en%20milieu%20urbain.>

<sup>27</sup> <https://www.banquemonddiale.org/fr/news/press-release/2023/05/18/cities-key-to-solving-climate-crisis#:~:text=WASHINGTON%2C%2018%20mai%202023%20E2%80%93%20Les,au%20c%20C5%93ur%20du%20d%C3%A9fi%20climatique.>

<sup>28</sup> <https://www.agenda-2030.fr/a-la-une/actualites-a-la-une/article/a-copenhague-un-eco-quartier-respectera-les-dix-sept-objectifs-de-developpement?#:~:text=Un%20quartier%20respectant%20les%2017,Une%20premi%C3%A8re%20dans%20le%20monde.>



Il convient de noter que, malgré le contexte décrit en première partie, certains acteurs et Etats affirment aujourd'hui leur engagement en faveur de l'agenda mondial, notamment l'Union Européenne et la France qui ont choisi de procéder cette année à une revue volontaire, exercice de bilan de l'état d'avancement des ODD sur leur territoire.

#### *L'examen volontaire de l'Union Européenne, une première*

Avec sa première revue volontaire<sup>29</sup>, l'Union Européenne (UE) réaffirme son engagement envers la mise en œuvre intégrale et opportune de l'Agenda 2030, tant à l'échelle interne qu'externe, s'inscrivant ainsi dans une feuille de route globale partagée.

Cette feuille de route adopte une approche compréhensive ou « whole-of-government », et positionne les ODD au cœur des politiques, des législations et des financements de l'UE avec six grandes lignes directrices : le Green Deal Européen, le développement d'une économie au service des citoyens, la construction d'une Europe adaptée à l'ère numérique, la promotion du mode de vie européen, le renforcement de l'Europe à l'échelle mondiale, et le renouveau de la démocratie européenne. Ces orientations favorisent l'intégration des ODD dans la formulation des politiques de l'UE grâce à des initiatives concrètes. De plus, afin d'assurer la cohérence des politiques en faveur du développement durable, chaque proposition législative devra désormais préciser comment l'action de l'UE contribuera à la réalisation des ODD.

La détermination de l'UE à atteindre les objectifs de l'Agenda 2030 nécessite le renforcement des partenariats internationaux. Cet effort s'incarne dans la stratégie de l'UE appelée « Global Gateway », qui vise à déployer des projets d'investissement dans des infrastructures durables à l'échelle mondiale. De cette façon, plusieurs leviers de financement, y compris ceux du secteur privé, pour les ODD, pourront être identifiés grâce à la collaboration entre les États membres dans une approche appelée « Equipe Europe ».

Malgré les progrès réalisés dans la réalisation globale des ODD, le constat n'est pas satisfaisant, en grande partie en raison du contexte de crises de ces dernières années. Si l'UE a progressé dans la grande majorité des ODD depuis l'adoption de l'Agenda 2030, des améliorations sont encore possibles, surtout dans les domaines de la protection et de la durabilité de l'utilisation des ressources naturelles. Cependant, l'UE reste convaincue que la réponse à ces défis réside dans le cadre de mise en œuvre des ODD et rappelle que la participation de toutes les parties prenantes est essentielle.

#### *La Revue Nationale Volontaire de la France, un exercice de bilan de la feuille de route nationale*

Selon le rapport de développement durable 2023, et l'évaluation de 97 indicateurs, la France occupe la 6<sup>e</sup> place au niveau mondial dans la réalisation des objectifs à l'horizon 2030. Des 17 ODD, seul l'ODD 1 relatif à la lutte contre la pauvreté est classé comme étant atteint, tandis que 2 ODD (ODD 12 sur la consommation et production responsables et 13 sur le changement climatique) sont considérés comme des défis majeurs à surmonter. Néanmoins, au-delà de ces éléments de bilan des indicateurs, il convient de noter qu'aucun des objectifs n'évoluent négativement. ne semblent être actuellement dans une trajectoire contraire à la réalisation des cibles.

<sup>29</sup> <https://hlpf.un.org/countries/european-union/voluntary-national-reviews-2023>



Tableau de bord des ODD à mi-parcours de l'Agenda 2030 pour la France<sup>30</sup>

Engagée en faveur des ODD, au travers de sa feuille de route nationale élaborée en 2019, la France a par ailleurs réalisé sa deuxième revue nationale volontaire qui a été présentée au FPHN 2023, affirmant ainsi sa contribution à l'Agenda 2030.

L'exercice de revue nationale volontaire a permis de faire un état des lieux de l'avancement de la France sur les principaux enjeux et défis déterminés par l'Agenda 2030, et de mettre en exergue les actions menées afin de réaliser les ODD par l'Etat mais également l'ensemble des acteurs, les acteurs non-étatiques ayant été invités à contribuer.

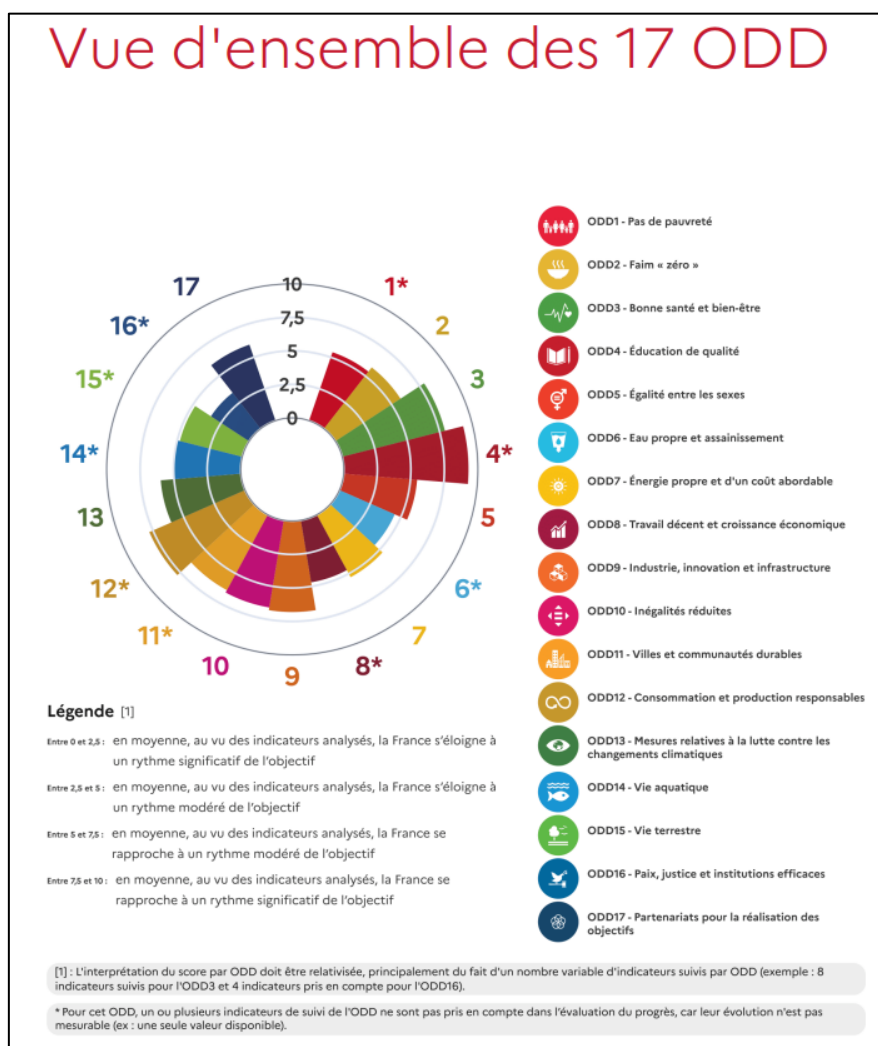
Rappelons que la France a adopté en 2019 sa propre feuille de route, qui constitue la nouvelle stratégie nationale de développement durable, articulée autour de 6 enjeux dans lesquels on retrouve les ambitions incarnées par les 17 ODD :

- Enjeu 1 : Agir pour une transition juste, en luttant contre toutes les discriminations et inégalités et en garantissant les mêmes droits, opportunités et libertés à toutes et à tous ;
- Enjeu 2 : Transformer les modèles de société par la sobriété carbone et l'économie des ressources naturelles, pour agir en faveur du climat, de la planète et de la biodiversité ;
- Enjeu 3 : S'appuyer sur l'éducation et la formation tout au long de la vie pour permettre une évolution des comportements et modes de vie adaptés au monde à construire et aux défis du développement durable ;
- Enjeu 4 : Agir pour la santé et le bien-être de toutes et tous, notamment via une alimentation et une agriculture saine et durable ;
- Enjeu 5 : Rendre effective la participation citoyenne à l'atteinte des ODD, et concrétiser la transformation des pratiques à travers le renforcement de l'expérimentation et de l'innovation territoriales ;
- Enjeu 6 : Œuvrer au plan européen et international en faveur de la transformation durable des sociétés, de la paix et de la solidarité.

La revue nationale volontaire a permis d'élaborer une analyse des 6 enjeux de la feuille de route française en évaluant : les progrès accomplis (présentant les enjeux dont les cibles sont très proches d'être atteintes ou en bonne voie), les objectifs en voie d'amélioration (présentant ceux dont les cibles ne sont pas atteintes même si des progrès ont déjà été réalisés) et les défis à relever (présentant ceux dont l'atteinte des cibles pose des difficultés et demeure lointaine). Dans une seconde partie, une représentation visuelle est proposée pour chaque ODD afin de démontrer l'évolution des indicateurs

<sup>30</sup> Sustainable Development Report 2023 - <https://dashboards.sdindex.org/chapters>

du tableau de bord de la France constitué de 98 indicateurs. Ce travail est complémentaire à l'analyse transversale des enjeux de la feuille de route, et permet de visualiser une vue d'ensemble des 17 ODD.



Extrait du document « REVUE NATIONALE VOLONTAIRE DE LA FRANCE 2017-2022 - Transformer la société par l'Agenda 2023 2030 »<sup>31</sup>

L'ensemble des éléments analysés dans la revue nationale volontaire ne pouvant être présenté dans cette note, nous vous proposons ci-dessous une synthèse de la trajectoire engagée pour la réalisation de quelques ODD spécifiquement examinés en 2023.

#### Focus sur l'ODD 6 « Eau propre et assainissement »

Concernant l'ODD 6, visant à garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau, en moyenne et au vu des indicateurs analysés, la France s'éloigne à un rythme modéré de l'objectif. En effet, en ce qui concerne les dispositifs d'assainissement des eaux usées, on remarque une nette amélioration depuis 2013. Néanmoins, les efforts doivent encore se poursuivre en matière de rendement des réseaux d'eau potable et concernant la mise en œuvre des commissions consultatives au sein des services publics locaux de l'eau ayant l'obligation légale d'en disposer. De même, des progrès notables sont encore à réaliser en faveur de la qualité des eaux

<sup>31</sup> <https://www.agenda-2030.fr/agenda-2030/dispositif-de-suivi/revue-nationale-volontaire-de-la-france-2017-2022/>

distribuées (conformité sur la microbiologie et au niveau physico chimique), la tendance pour atteindre les objectifs étant défavorable.

#### Focus sur l'ODD 7 « Energie propre et d'un coût abordable »

L'ODD 7 sur l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable, est en bonne voie de mise en œuvre sur le territoire français avec 3 indicateurs sur 4 bien engagés, notamment la consommation d'énergie fossile en baisse dans la consommation d'énergie primaire (de -0.7 point sur 2015-2020) et la part d'énergie renouvelable dans la consommation finale d'énergie en hausse de 4.2 points sur 2015-2020. En revanche, 6.2 % de la population n'est pas en capacité de maintenir son logement à bonne température, et ce chiffre est en hausse depuis 2017.

#### Focus sur l'ODD 9 « Industrie, innovation et infrastructure »

L'ODD 9 relatif à la mise en place d'une infrastructure résiliente, à la promotion d'une industrialisation durable qui profite à tous et à l'innovation, est plutôt positivement engagé, notamment en ce qui concerne l'attribution de crédits budgétaires publics de R&D, l'une augmentation des effectifs de chercheurs ou encore les crédits accordés aux TPE. Sur le sujet des infrastructures, concernant les transports de marchandises et de voyageurs, la tendance pour parvenir à l'ODD en 2030 de la part modale des transports routiers de marchandises est défavorable, représentant 88,4 % de tonnes-km en 2020.

Lors de la présentation par l'Ambassadeur et Représentant permanent de la France auprès des Nations unies, M. Nicolas de Rivière, au FPHN 2023, de la revue nationale de la France, l'accent a été mis sur certains résultats, notamment d'égalité ou encore sur la santé. Cet examen a également permis de mettre en perspective les plans et stratégies nationales qui contribuent directement à la réalisation des ODD, et notamment France Nation Verte. Enfin, la prise de parole française a permis de réaffirmer le rôle de boussole dans l'action internationale que joue l'Agenda 2030, l'année 2022 étant une année record en matière d'aide au développement.

#### *Après le FPHN 2023, quel bilan pour quelles perspectives ?*

Dans le cadre de l'analyse des ODD mis en exergue en 2023, le segment technique du Forum a confirmé les observations formulées en amont, issues pour beaucoup de l'analyse des impacts des crises auxquelles la communauté fait face et rappelés en première partie de ce document.

- Concernant l'ODD17, le rôle de l'aide publique au développement a été réaffirmé, soulignant que celle-ci avait augmenté mais restait insuffisante (en deçà des objectifs). La mobilisation possible du secteur privé a par ailleurs été débattue.
- Concernant l'ODD6, les progrès réalisés entre 2015 et 2022 ont été soulignés, mais il a également été précisé que 2,2 milliards de personnes vivent encore sans accès à des services d'approvisionnement en eau potable gérée de façon sûre et que 3,5 milliards de personnes n'ont pas accès à des services d'assainissement. Pour autant, cet ODD est au cœur d'enjeux multiples, particulièrement l'alimentation, et des solutions sont à trouver notamment autour de la gouvernance (la coopération transfrontalière par exemple).
- Concernant l'ODD7, les grandes inégalités relatives à l'accès à l'électricité ont été pointées, et la nécessité d'investir dans le renouvelable, notamment dans les pays en développement a été évoquée.
- Concernant l'ODD9, l'impact majeur de la pandémie et de l'inflation (notamment sur la production manufacturière) sur la réalisation de cet ODD a été rappelé. Le rôle de la science

et des nouvelles technologies a été évoqué, et la nécessité de combler la fracture numérique soulignée. Le rôle majeur de la formation a également été mis en avant, et souligné notamment par la France.

- Concernant l'ODD11, il a été rappelé que 55 % de la population mondiale habite dans des villes, et que cette proportion devrait grimper à 65 % en 2050. Les conditions en matière de logement, de transports publics mais également de discrimination sont donc des enjeux majeurs. Le pouvoir donné aux collectivités a par ailleurs été questionné, notamment l'enjeu du leadership politique, et le rôle du financement et de la capacité à investir pour faire face aux enjeux de la résilience.

En synthèse, nous retenons enfin deux points majeurs qui ont été jugés fondamentaux pour la réalisation des 17 ODD et la mise en œuvre de l'Agenda 2030 : la nécessaire territorialisation des enjeux et des réponses, et le rôle du financement et l'indispensable évolution des dispositifs existants à l'échelle internationale. Aussi, la mobilisation de la société civile a été maintes fois évoqué comme une condition indispensable.

Pour conclure ce bilan du FPHN 2023, il convient d'évoquer les propos d'Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations Unies qui, en ouverture du segment ministériel, soulignait une « promesse de paix, prospérité et dignité en péril » ou encore un « bilan sombre à mi-parcours », appelant à renforcer la mobilisation pour obtenir des résultats concrets et à un nouveau Bretton Woods pour réformer l'architecture financière internationale. Retenons par ailleurs de ses propos une volonté d'affirmer son engagement en faveur de l'Agenda 2030 : « une vérité primordiale s'impose à moi : le changement est possible. Une régression n'est pas une fatalité. »...

Le Sommet des ODD lors de l'Assemblée générale de l'ONU a confirmé à la fois la gravité de la situation, et la possibilité d'infléchir la très mauvaise trajectoire.

Dans la colonne des acquis positifs lors de ce Sommet, on peut inscrire le plan de relance des ODD, à l'image de ce qu'avait déclaré le Secrétaire général de l'ONU dans sa conférence de presse du 13 septembre : « J'ai bon espoir que le Sommet des ODD représentera un pas de géant dans la réponse aux échecs dramatiques auxquels nous avons été témoins jusqu'à présent en ce qui concerne la mise en œuvre des ODD. Ce serait mon objectif le plus important pour la semaine prochaine ici à New York. »

Le Sommet ODD a été précédé, les 16 et 17 septembre, par un rassemblement de plus de 3.000 personnes de tous les secteurs de la société (entreprises, société civile, science, autorités locales et jeunes), qui ont présenté leurs engagements pour accélérer les progrès vers les ODD.

La Déclaration du Secrétaire général sur les ODD n'a pas été « langue de bois », à l'instar de ses précédentes déclarations sur le sujet<sup>32</sup>, en liant d'ailleurs les ODD avec la Déclaration universelle des droits de l'homme, dont le 75ème anniversaire était célébré. Il a fustigé que « seuls 15% des objectifs sont en bonne voie et nombre d'entre eux reculent », en ironisant : « au lieu de ne laisser personne de côté, nous risquons de laisser les ODD de côté » ; rappelons que des dizaines de millions de personnes sont tombées dans la pauvreté depuis 2020. Plus de 110 millions de personnes sont déplacées de force. Les inégalités se sont aggravées, surtout pour les femmes et les filles. Selon les chiffres de l'UNESCO, le nombre d'enfants et de jeunes non scolarisés s'élève désormais à 250 millions<sup>33</sup>.

<sup>32</sup> Voir le rapport Progress towards the Sustainable Development Goals: Towards a Rescue Plan for People and Planet. <https://hlpf.un.org/sites/default/files/2023-04/SDG%20Progress%20Report%20Special%20Edition.pdf>

<sup>33</sup> L'augmentation observée depuis 2021 est en partie due à l'exclusion massive des filles et des jeunes femmes de l'éducation en Afghanistan, mais elle s'explique également par la constante stagnation des progrès de l'éducation dans le monde

De son côté, le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Dennis Francis, a rappelé les chiffres plus précisément, en remarquant que « des blessures persistent depuis la gestion de la pandémie », reflétant la conviction que les pays riches ont choisi avec soin les objectifs qu'ils pouvaient atteindre. Il pointe là, selon nous, une difficulté très importante de la manière dont est conduit l'Agenda 2030, plus en silo pour chaque pays que dans la coopération voulue pourtant par l'ODD 17 ; il a ainsi redit que 1,2 milliard de personnes vivaient toujours dans la pauvreté en 2022 (la moitié dans l'extrême pauvreté) et qu'environ 8% de la population mondiale, soit 680 millions de personnes, seraient toujours confrontées à la faim d'ici la fin de la décennie.

La Déclaration politique adoptée le 18 septembre par l'Assemblée générale a renouvelé l'engagement collectif des membres à construire un monde durable, inclusif et prospère d'ici 2030, et a reconnu que, sans financement supplémentaire du développement, et sans redressement des investissements pour permettre des transitions justes et équitables en matière d'énergie, d'alimentation et numérique, ainsi qu'une transformation de l'éducation et une protection sociale solide dans les pays en développement, les objectifs ne seront pas atteints.

La Déclaration a appelé à une action immédiate pour mettre en œuvre les mesures de relance des ODD proposées par le Secrétaire général de l'ONU, qui induit une augmentation massive du financement pour la réalisation de ces objectifs à hauteur de 500 milliards de dollars chaque année. Le Président Francis vise la sortie de la pauvreté d'ici 2030 de 124 millions de personnes supplémentaires.

La réforme de l'architecture financière internationale a été omniprésente dans cette session ODD, afin de mieux refléter l'économie mondiale d'aujourd'hui. En prévision de la réunion du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, le mois prochain, le Secrétaire général a réclamé « des changements fondamentaux » et proposé notamment de réorienter les 100 milliards de dollars des droits de tirage spéciaux inutilisés. De plus, a-t-il ajouté, il est grand temps que les pays développés atteignent leur objectif de consacrer 0,7% de leur revenu national brut à l'aide publique au développement (APD). Beaucoup, du Nord comme du Sud, ont appuyé cette Déclaration, en particulier le Président du Sénégal, M. Macky Sall, qui a souligné que « l'accumulation des chocs mondiaux a révélé la « fracture financière » qui, « si elle n'est pas réparée, se traduira par une fracture pérenne du développement durable », et a appelé à adopter des mesures immédiates pour s'attaquer au coût élevé de la dette (en particulier concrétiser l'initiative de suspension du service de la dette du G20), et aux risques grandissants de surendettement, et réclamé une augmentation massive de financements à long terme pour le développement ainsi que des financements pour pallier les imprévus.

La balle est maintenant dans le camp des membres de l'ONU, avec une « liste de choses à faire », selon le Secrétaire général. Le prochain RV sera les AG des institutions financières, préparées par le Pacte financier mondial de juin dernier à Paris, mais aussi les mesures nationales, consistant dans le respect des engagements en matière d'aide publique au développement, de gestes sur le paiement de la dette, et de mise en place de mécanismes de financement innovants (dette nature etc).

### **Conclusion : comment « résoudre les problèmes avant qu'ils nous submergent ? »**

A l'issue de la 78e Assemblée générale de l'ONU, et un an avant le Sommet du Futur, les avancées internationales sont mitigées, pour les raisons de complexité géopolitique et de contexte de multicrisis décrites dans cette note. On l'a vu pour les ODD.

**Le Sommet Climat du 20 septembre**, outre la plénière, était constitué par une réunion sur le financement des pertes et préjudices destiné aux pays du Sud ; et trois sessions thématiques sur la « crédibilité » des actions de la société civile, l'adaptation et l'accélération de la décarbonation, avec pour objectif « d'avancer dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris de 2015 pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C d'ici la fin du siècle ».

Il s'est montré plus ardu que le Sommet des ODD. Il faut dire que le Secrétaire Général avait imposé que les prises de parole soient distribuées, à l'aune des efforts accomplis. Le Secrétaire général a proposé un « Pacte de solidarité climatique » en demandant aux principaux émetteurs – qui ont le plus profité des combustibles fossiles – de faire des efforts supplémentaires afin de réduire leurs émissions, et les pays riches à soutenir les économies émergentes dans cette voie.

Dans la logique de cette invitation, les Etats-Unis, ne s'y sont pas exprimés, ni la Chine, dont le président était absent, ni les Emirats arabes unis, pays hôte de la prochaine COP en décembre. Le Royaume-Uni n'y était pas non plus, d'autant que ses dernières annonces en matière de neutralité carbone régressent. Le Président Macron était retenu à Paris, et la Ministre Colonna parlait en même temps au Conseil de sécurité. L'Union européenne s'y est exprimée, le Brésil, le Canada, ou l'Afrique du Sud, les pays souffrant déjà des conséquences du réchauffement, comme la Barbade, Samoa ou Tuvalu.

Des acteurs institutionnels non étatiques, comme le gouverneur de Californie, le maire de Londres, le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale ont aussi été conviés.

Guterres a également fait remarquer que le Programme d'accélération pour les ODD invitait les gouvernements à accélérer le pas, de sorte que les pays développés atteignent l'objectif de zéro émission nette le plus près possible de 2040, et les économies émergentes le plus près possible de 2050. Il a aussi prôné la justice climatique. « Les États doivent pousser le système financier mondial à soutenir l'action climatique. Cela demande de fixer un prix pour le carbone et de revoir complètement les modèles économiques des banques multilatérales de développement afin qu'elles mobilisent bien plus de fonds privés – à un coût raisonnable pour les pays en développement ». Bien sûr, il a rappelé les pays riches à la réalisation du Fonds « pertes et dommages », à leur obligation des 100 milliards \$, à la reconstitution du Fonds vert, et au doublement des finances pour l'adaptation.

Le chef de l'ONU a également noté que le Programme d'accélération appelle les entreprises et les institutions financières à s'engager sur des trajectoires de véritable zéro émission nette, mais il a regretté que des « promesses douteuses » aient trahi la confiance du public.

« Certaines entreprises ont même essayé de bloquer la transition vers la neutralité carbone, en utilisant leur richesse et leur influence pour retarder, détourner et tromper – c'est honteux », a-t-il dénoncé. « Les entreprises véritablement sincères doivent élaborer des plans de transition justes, qui réduisent les émissions de manière crédible et garantissent la justice climatique, conformément aux recommandations de mon Groupe d'experts de haut niveau ».

Le Bilan de ce Sommet est très mitigé, en l'absence des deux plus gros émetteurs de GES, et marqué par le contraste entre les expressions fortes du Secrétaire Général, qui est passé de la description de « l'ère de l'ébullition » à celle dantesque des Portes de l'Enfer ; de plus, comme au G20, aucune date n'a été mentionnée, proposée, discutée. Certes l'Allemagne a annoncé une contribution de 33% plus importante que précédemment pour le fond vert pour le climat, le Premier ministre espagnol a également promis 225 000 000 et la France a augmenté sa contribution de 1,79 milliard de dollars de 4%. Mais les reculs anglais et suédois ont un peu assombri l'atmosphère européenne.



Le Sommet a aussi été l'occasion de faire un point avant la COP 28 : Le ministre de l'Industrie et des Technologies avancées et président désigné de la COP28, Dr. Sultan bin Ahmed Al Jaber, est intervenu dans une des sessions, en reconnaissant que « le monde n'est pas à la hauteur et que nous manquons de temps », mais il a insisté sur le fait « qu'il n'est pas trop tard pour changer de cap, soit pour réduire les émissions de 22 Gigatonnes au cours des sept prochaines années pour maintenir le seuil de 1,5 à portée de main ».

Il a affirmé que « la réduction progressive des combustibles fossiles est essentielle. Elle est en fait inévitable. Et elle doit s'accompagner d'une mise en place rapide de solutions de remplacement sans émission de carbone », ce qui est une meilleure déclaration que ses précédentes, mais sans aucun calendrier, en souhaitant « une expansion massive des énergies renouvelables », soit le triplement de la capacité mondiale d'ici 2030, et des améliorations de l'efficacité. Il a souligné la nécessité de « décarboniser rapidement et complètement les énergies que nous utilisons aujourd'hui », avant de réitérer ses précédents appels à l'industrie pétrolière et gazière pour qu'elle élimine les émissions de méthane d'ici 2030 et s'aligne sur le principe du zéro net d'ici 2050 ou avant. Lui aussi a appelé à la réforme des « institutions financières internationales dépassées », et à « une innovation intelligente à travers le système financier et un meilleur fonctionnement des marchés du carbone ». Al Jaber a aussi appelé les pays à "doubler le financement de l'adaptation d'ici 2025.

Il a annoncé qu'un Sommet dédié à l'action climatique des villes et gouvernements locaux sera organisé dans le cadre officiel des négociations internationales sur le climat, en partenariat avec Bloomberg Philanthropies, fondation du milliardaire et ancien maire de New York Michael Bloomberg. Le nouveau sommet doit permettre à ces acteurs locaux de fixer des objectifs plus ambitieux, de détailler la façon d'y arriver, et de faire état de leurs progrès.

Plus de 12.500 gouvernements locaux, représentant plus d'un milliard de personnes dans 144 pays, ont déjà formulé des engagements pour combattre le changement climatique, selon le communiqué.

La Climate week, très « américaine » a été marquée à la fois par la campagne des USA contre les ESG, et la volonté d'une action climatique plus forte. Ainsi le Trésor américain a publié ses "Principles for Net Zero Financing and Investment". Des annonces fortes ont été faites, comme celle de Volvo, qui a dit arrêter le diesel en 2024, et parvenir à la neutralité climatique en 2040. La Glasgow Financial Alliance for Net Zero a lancé une consultation publique visant à affiner ces plans de transition et à élaborer des mesures « pour mieux capter les bénéfices de la décarbonation ». Le Centre pour les solutions climatiques et énergétiques (C2ES) a annoncé qu'il travaillerait avec plus d'une douzaine de grandes sociétés cotées dans différents secteurs pour mieux comprendre comment elles élaborent et communiquent leurs plans de transition vers le zéro net à leurs investisseurs, aux décideurs politiques et au grand public.

Ceres s'engage à travailler avec plus de 250 investisseurs et entreprises sur leurs plans de transition vers la neutralité carbone pour 2024, notamment en aidant les entreprises à définir des étapes spécifiques de progrès et en leur fournissant des ressources, des conseils individuels et des ateliers pour soutenir l'élaboration de plans.

Notons que Saint Gobain était un des principaux sponsors de la Climate week.

On voit bien que pendant ce Sommet, aucun pays, aucune instance n'a marqué un pas décisif, malgré la situation climatique de l'année, si bien que l'ancienne cheffe de l'ONU Climat, Christiana Figueres, a dénoncé les entreprises internationales d'énergies fossiles qui, selon elles, ne devraient donc pas participer à la COP28 à Dubaï si elles refusent de lutter contre le changement climatique et a reconnu qu'elle « perdait patience » avec l'industrie des énergies fossiles responsable d'une grande partie des

émissions de gaz à effet de serre. Cette prise de position fait écho à ce qui a paru comme un coup de tonnerre à la Climate Week : la Californie a engagé à la veille de l'Assemblée générale des poursuites contre cinq des plus grosses compagnies pétrolières du monde<sup>34</sup>, au motif qu'elles auraient causé des milliards de dollars de dégâts et trompé l'opinion en minimisant les risques pour le climat dus aux énergies fossiles, a rapporté le New York Times. Cette action en justice fait suite à de nombreuses autres initiées par des villes, comtés et Etats américains contre des intérêts liés aux énergies fossiles en raison de leur impact environnemental, sur fond d'accusations de mener depuis des décennies des campagnes de désinformation.

Les autres annonces de l'Assemblée générale ont été une déclaration politique par laquelle ils proclament que chaque être humain a le droit de jouir du plus haut niveau de santé physique et mentale possible, et se réengagent en faveur d'une couverture sanitaire universelle. Cette déclaration, survient quatre ans après l'adoption en 2019 de la première Déclaration sur le sujet. Dans cette nouvelle déclaration, approuvée au début d'une réunion de haut niveau riche de plus d'une centaine d'interventions, les États Membres reconnaissent par ailleurs que la couverture sanitaire universelle est fondamentale pour réaliser les objectifs de développement durable (ODD), non seulement ceux liés à la santé et au bien-être, mais aussi ceux relatifs à l'éradication de la pauvreté, à l'accès à l'éducation, à l'égalité de genre ou encore à l'édification de sociétés pacifiques et inclusives. Ils réaffirment en outre le rôle premier des États dans la mise en place d'une telle couverture.

Une autre déclaration a appelé à renforcer la coopération internationale en s'appuyant sur les agences de l'Organisation des Nations Unies, au premier rang desquelles l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), et à garantir un accès « rapide, durable et équitable » aux vaccins, aux diagnostics et aux traitements.

M. Dennis Francis a aussi noté que la pandémie de COVID-19 avait révélé les inégalités qui affectent notre monde, rappelant que nombre de pays en développement, en particulier parmi les pays les moins avancés (PMA), n'avaient pas pu soigner leurs malades, organiser le travail et l'éducation à distance, ni relancer leurs économies.

Dans la Déclaration politique générale, les États Membres s'inquiètent d'ailleurs des « inégalités criantes » d'accès aux vaccins contre la COVID-19, notant qu'en décembre 2022, 22% de la population des pays à faible revenu était complètement vaccinée contre 75% dans les pays à revenu élevé. Ils soulignent aussi que trois ans après le début de la pandémie, 84% des États continuent de signaler des perturbations dans au moins un service de santé essentiel.

Les prochains rendez-vous internationaux sur le climat se passeront à Paris, où les 28 et 29 septembre, la France et l'Agence pour l'énergie nucléaire (AEN) de l'OCDE organiseront une conférence internationale réunissant les ministres de plus de 30 pays et des industriels sur le développement de nouvelles capacités nucléaires afin d'atteindre les objectifs de neutralité carbone ; puis, toujours sur l'énergie, une réunion organisée par l'Espagne, qui préside l'Union européenne, et l'Agence internationale de l'énergie (AIE) en octobre prochain, à Madrid, aura pour but de former une grande coalition pour sauvegarder les 1,5°C alors que l'Espagne est à la tête du Conseil de l'Union européenne. Puis auront lieu les dernières réunions de concertation avant la COP 28.

Notons dans une semaine le 8 novembre prochain le « One planet - Polar summit », qui aura pour thème la situation inquiétante des pôles et des glaciers.

Sur le plan politique, on attendait le Secrétaire général sur la guerre en Ukraine, et il a bien sûr réitéré les appels à la paix. Il a rappelé que les Nations Unies ont condamné sans ambiguïté la guerre en

<sup>34</sup> Exxon Mobil, Shell, BP, ConocoPhillips et Chevron, et aussi l'American Petroleum Institute

exigeant que la Russie quitte l'Ukraine et en quittant les territoires annexés. Le président Ukrainien était pour la première fois au Conseil de sécurité et a présenté ses dix points pour la paix, dont la suppression du droit de veto de la Fédération de Russie, accusée d'y recourir abusivement, par une résolution de l'Assemblée générale soutenue par les deux tiers de ses membres. Il a aussi défendu un mécanisme juridiquement contraignant pour riposter rapidement en cas de violation de la Charte et empêcher la constitution d'armées d'invasion. Le président Michel a souligné, dans son discours devant l'Assemblée générale, que le système multilatéral était ankylosé et que la confiance dans celui-ci s'érodait, en demandant une réforme du système onusien, en particulier en modifiant les droits de veto au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, et en améliorant la représentativité du Conseil de l'ONU en y incluant les organisations régionales et les pays de régions sous-représentées. La Ministre des Affaires étrangères française a, quant à elle, défendu une proposition proche.<sup>35</sup>

Il n'empêche que le Sommet sur l'avenir, ou le Futur, selon les expressions, ne se présente pas de manière très claire.

**Ce qui est décidé**, c'est l'adoption, par l'assemblée générale en 2022, du document du Secrétaire général, Notre programme commun<sup>36</sup> et la date du Sommet de l'avenir : 22 et 23 septembre 2024. Les consultations d'ordre pratique sur les préparatifs du Sommet ont débuté en février 2023. Le Sommet du futur s'appuiera sur le Sommet des ODD et devrait donner un nouveau souffle au système multilatéral afin qu'il puisse tenir les promesses de la Charte des Nations unies et du Programme 2030.

Lors d'une réunion ministérielle, le 1er septembre dernier, consacrée à la préparation du Sommet du futur, prévu pour 2024, António Guterres a présenté ses idées sur le renforcement de la coopération mondiale et des institutions multilatérales inclusives et efficaces, plus adaptées aux besoins des populations et à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Il a confirmé que le rapport visait à « réformer le multilatéralisme afin qu'il reflète et prenne en compte les réalités politiques et économiques actuelles », pour affronter la multitude de risques majeurs, voire existentiels, « alors que nous ne disposons pas des systèmes multilatéraux nécessaires pour y faire face ». Devant le monde multipolaire qui se dessine, il a réaffirmé, visant les résultats de l'élargissement des BRICS, « qu'une multipolarité sans institutions multilatérales fortes exacerbe les tensions géostratégiques, crée une concurrence chaotique et peut accroître la fragmentation ». Il a présenté le Sommet du futur comme « une occasion unique de contribuer à rétablir la confiance et d'adapter des institutions et cadres multilatéraux dépassés au monde d'aujourd'hui, sur la base de l'équité et de la solidarité. La réforme devra être adoptée dans le « pacte pour le futur » négocié au niveau intergouvernemental, qui permette de réaffirmer la Charte des Nations Unies, de redynamiser le multilatéralisme, de favoriser l'exécution des engagements existants et de trouver des solutions aux problèmes nouveaux. Ce pacte inclura le fruit de discussions sur les priorités parmi cinq séries de sujets allant du développement durable et du financement du développement, de la paix et de la sécurité internationales, sans oublier la science, la technologie et l'innovation, la coopération numérique, ainsi que les jeunes et générations futures et la transformation de la gouvernance mondiale. Il prendra en compte les 11 notes d'orientation de l'ONU qui proposent aussi un pacte sur une utilisation meilleure et plus sûre des technologies numériques et de l'intelligence artificielle ainsi qu'un futur code de conduite volontaire contre la désinformation en ligne. Au plus tard le 31 octobre 2023, des cofacilitateurs, l'un d'un pays développé et l'autre d'un pays en développement, devront être nommés

<sup>35</sup> « Dans un environnement changeant, les Nations unies doivent aussi s'adapter. La France soutient l'ambitieux agenda de réformes du Secrétaire général des Nations unies et contribue activement aux travaux en vue du Sommet sur l'Avenir de 2024. Nous devons aussi retrouver l'élan de la réforme du Conseil de sécurité. Je pense à l'élargissement du Conseil où de longue date nous soutenons une plus grande présence africaine, y compris parmi les membres permanents, ainsi que la candidature du G4. Je pense aussi à l'encadrement du droit de veto en cas d'atrocités de masse qui trace un chemin pour redonner son efficacité au Conseil de sécurité. »

<sup>36</sup> <https://www.un.org/fr/common-agenda>

**Ce qui n'est pas clair**, c'est la question de savoir si le Sommet du Futur sera une sorte de programme complémentaire des ODD, avec une forte insistance sur la jeunesse, ou bien une vraie réforme des institutions onusiennes. La réaffirmation du multilatéralisme se heurte évidemment à l'évolution géopolitique actuelle, décrite plus haut, et ce Sommet pourrait offrir l'occasion d'une vraie réforme, ou ne sera qu'une Assemblée générale plus prospective que les précédentes, selon les événements de 2024, soit l'évolution de la guerre en Ukraine et de ses conséquences, le conflit autour de Taiwan, l'issue des dossiers brûlants entre le Nord et le Sud comme le financement du développement, ou celui des pertes et dommages.

Le Secrétaire général espère « résoudre les problèmes avant qu'ils nous submergent », selon son expression lors de l'Assemblée générale, mais, d'une part, la submersion semble parfois proche, et, comme l'a dit le Président Zelensky au Conseil de Sécurité « qu'a fait la Russie de l'Onu ? ». Ce Sommet sera de toutes façons un grand rendez-vous, qui actera ou la fin d'un certain universalisme, pourtant indispensable pour lutter contre le réchauffement climatique et les crises de toutes sortes, ou le début d'une autre ère intégrant mieux les aspirations du Sud « global », dont les conceptions rompent tout en s'en revendiquant, avec la Charte des Nations Unies.

**Rédaction : Bettina LAVILLE, fondatrice du Comité 21 et Laurine COUFFIGNAL, Responsable Territoires durables et citoyenneté écologique, Comité 21**

**Contributions : Marie LAVEILLE et Ivan SUAREZ, pôle Territoires durables et citoyenneté écologique, Comité 21**



**Comité 21**  
62 bis rue de Mouzaïa  
75019 Paris  
Tél : 01 55 34 75 21  
[comite21@comite21.org](mailto:comite21@comite21.org)

[www.comite21.org](http://www.comite21.org)

